

Le contenu 'Le PNR ou l'inertie de l'Europe face au terrorisme' n'est pas accessible car l'utilisateur est en cours d'édition de celui-ci. Souhaitez-vous tout de même accéder au contenu et 'libérer le verrou' ?

I am the law

## Trévidic, Molins, Montbrial: ces hommes de droit chouchoutés par les médias

Dans un pays en état de choc, trois personnalités venues du monde judiciaire courent les plateaux de télé pour expliquer et rassurer

**Les faits** — Le chef opérationnel des attentats du 13 novembre, Abdelhamid Abaaoud, est revenu sur « les scènes de crime » le soir des attaques, alors que la police était en cours d'intervention au Bataclan. Il projetait un attentat-suicide à la Défense, a déclaré mardi le procureur de Paris, François Molins.

Ils sont de tous les plateaux, toutes les antennes, toutes les colonnes. Leur parole dit la loi et fait autorité. A chacun son registre. François Molins, procureur de la République de Paris, est en charge de la parole officielle. Du décryptage strict, dénué de tout commentaire mais pas de sentiments. A Thibault de Montbrial, la voix pour le durcissement de la législation pour lutter contre le terrorisme. Enfin à l'ancien juge antiterroriste Marc Trévidic d'apporter une expertise unique et la connaissance fine des hommes et des mouvements qui frappent la France. Patrick Cohen, qui le recevait lundi matin dans la matinale de France Inter, l'assure : « Il est un des rares experts proclamés des terroristes, un des rares à les avoir eus en face de lui et à les avoir interrogés ».

Sept jours après les attentats du 13 novembre, Johan Hufnagel, directeur délégué de *Libération*, se fend d'**une tribune à l'attention de François Molins intitulée « Monsieur le procureur François Molins, je vous aime »**. Les réactions ne font pas attendre. Sur Twitter, son message pointant vers l'article est retweeté 271 fois, « liké » 190 fois et provoque 31 000 interactions. Un tel succès pour une déclaration d'amour à un magistrat dans *Libération*, le fait n'est pas anodin. C'est lors de l'affaire Merah que le grand public fait la connaissance de ce « super-proc ». Un rôle de dur qui va évoluer au cours des derniers jours jusqu'à devenir « la bande-son de notre monde, désormais », pour le journaliste de France Inter Nicolas Demorand.

**L'émotion de l'événement.** Cette unanimité, Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS et sociologue des médias, l'explique par « l'émotion de l'événement » :

« Tous les trois sont compétents et tous les trois expriment le même son : “répression, action et sécurité”. Celui-ci indique d’une part la position politique mais également le biais par lequel les médias traitent la situation ». Malgré une succession d’apparitions télévisées, l’intérêt que suscite Marc Trévidic ne se dément pas. La vidéo de son entretien sur le plateau du JT de France 2 a déjà été visionnée plus de 1,3 million de fois sur Youtube en l’espace de dix jours. Lundi soir, le magazine *28 minutes* d’Arte qui recevait l’ancien juge antiterroriste a réalisé son record d’audience depuis sa création, réunissant quelque 706 000 téléspectateurs.

Les lunes de miel ne sont pourtant pas éternelles. Pour Philippe Antoine, directeur de la rédaction de RMC, « d’autres voix vont bientôt se faire entendre. Des voix pour défendre les libertés individuelles et se demander si avec déjà plus de 1 200 perquisitions depuis les attentats, on n’est pas allés un peu trop loin, un peu trop vite ». Une prédiction à laquelle souscrit Dominique Wolton : « Les médias sont actuellement dans “la roue du pouvoir” mais nous ne pourrions pas rester dans cette tension dramatique très longtemps ». En attendant, le trio Molins, Montbrial, Trévidic expertise et rassure, loin des discours politiques de plus en plus rejetés.

## **Marc Trévidic, futur « ministre de la Lutte contre le terrorisme »?**

« Si on veut que je revienne faire de l’antiterrorisme, je reviendrai ». L’ancien juge d’instruction du pôle antiterroriste de Paris, contraint par les statuts de la magistrature à quitter ses fonctions en mai, vit mal sa réaffectation en tant que premier vice-président du tribunal de grande instance de Lille. La cinquantaine passée, retourner au « quotidien de la justice » peut paraître futile après avoir traqué dix ans durant les racines du djihad. Personnalités politiques et médiatiques de tout bord multiplient les appels du pied pour que cet expert retourne aux affaires qui ont fait sa renommée.

Depuis la publication de son livre en 2013, *Terrorisme : les 7 piliers de la déraison*, les plateaux de télévision s’arrachent ses analyses et portent haut son appel pour un renforcement du dispositif sécuritaire. **Lors d’un entretien donné à Paris Match fin septembre**, ses prévisions sur l’imminence de nouvelles attaques ont fait tousser. Un mois plus tard, dans un pays endeuillé par la violence des attentats de Paris, plus personne n’ose taxer le cassandra d’ « alarmiste », même quand il récidive et prévient que « d’autres attentats sont à prévoir ».

*« Lorsque un magistrat souhaite changer de fonctions, il doit faire*

*acte de candidature. Pour l'heure, M. Trévidic ne s'est pas porté candidat sur un poste », dit un porte-parole du ministère de la Justice*

Fait inédit, **une pétition réclamant son retour au pôle antiterroriste** a vu le jour sur Internet, avec près de 6 500 signatures en quatre jours. Plus iconoclaste encore, un **groupe Facebook** a été créé pour hisser le magistrat à la fonction de... « ministre de la Lutte contre le terrorisme ». Joint par *l'Opinion*, un porte-parole du ministère de la Justice lâche: « Lorsque un magistrat souhaite changer de fonctions, il doit faire acte de candidature. Pour l'heure, M. Trévidic ne s'est pas porté candidat sur un poste et n'a pas pris de contact avec les services du ministère de la Justice ».

Ses soutiens s'emploient à trouver une piste pour mettre à profit son expérience irremplaçable, en tant que juge ou non. En attendant, le juge continue de faire le tour des plateaux de télévision pour détailler ses analyses sur le mode opératoire de Daech. Des prises de paroles qui n'incommodent pas ses semblables : « Il n'a jamais trahi le secret de l'instruction, il n'y a aucun problème à ce qu'il intervienne en tant qu'expert puisqu'il sait parfaitement de quoi il parle », assure la secrétaire générale de l'Union syndicale des magistrats, Céline Parisot.

### **Thibault de Montbrial, avocat pénaliste « patriote »**

A 47 ans, l'homme garde un souvenir ému de ses années chez les paras. Mais aujourd'hui, une page s'est tournée. Ce n'est plus Famas au bras qu'il veut défendre le drapeau, mais sur les plateaux de télévision. Devenu avocat pénaliste « patriote » depuis son départ du 6e RPIMA, Thibault de Montbrial s'est spécialisé dans la défense des forces de l'ordre et des victimes du terrorisme. « Le métier d'avocat est extraordinaire parce qu'il y a mille manières de l'exercer. Si on s'en donne les moyens, il y a un moment où on peut choisir ses causes », témoigne-t-il.

Des causes qu'il a épousées au contact du juge Marc Trévidic, ou de Jean-Charles Brisard, consultant à la tête d'une entreprise de renseignement privée, spécialisée dans le terrorisme international. Fils de Thierry de Montbrial, le fondateur de l'Institut français des relations internationales (IFRI), il crée en janvier le Centre de réflexion sur la sécurité intérieure. Une association qui s'est donnée pour objectif de muer en think tank d'analyse du terrorisme au niveau européen et dont Marc Trévidic fait partie du comité d'honneur.

*« Le pays a besoin de changer de logiciel. On sort de 70 ans de paix, les gens ont du mal à comprendre que c'est fini. »*

Prisé par les médias, « l'avocat militaire » détonne par ses propositions musclées et ses prévisions alarmistes. « Je pense que notre pays est en grand danger et que la menace est bien plus importante à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières, soutient-il. Je veux contribuer à réveiller le pays. Il a besoin de changer de logiciel. On sort de 70 ans de paix, les gens ont du mal à comprendre que c'est fini ». Un constat largement étayé dans son livre publié chez Plon cet été, *Le sursaut ou le Chaos*, où le conseil plaide pour un renforcement drastique des moyens des forces de sécurité et de renseignement, comme pour une mobilisation accrue des intellectuels musulmans contre le radicalisme.

Lors du séminaire de travail sur la sécurité organisé par Les Républicains début novembre, c'est en invité d'honneur qu'il a été convié à s'exprimer par Nicolas Sarkozy. L'homme refuse cependant tout étiquette partisane : « Il m'arrive de rencontrer, en visiteur du soir, un certain nombre d'hommes politiques de droite comme de gauche. Je suis dans l'optique de servir ».

### **François Molins, « parquetier d'exception »**

Une véritable « Molins-mania » s'est emparée de l'Hexagone. Les déclarations du Procureur de la République de Paris ont beau souvent rimer avec drame national, l'oiseau de malheur a su séduire son auditoire. A chaque attentat, seul l'œil trahit l'émotion du magistrat. Son verbe précis, dénué du trop électif jargon juridique, a conquis. Sa voix posée aux tonalités du Sud-Ouest, indéniablement rassure.

Et pourtant, loin des louanges qui couvrent aujourd'hui le magistrat, c'est une déferlante de critiques qui a accompagné ses premiers pas en tant que procureur de Paris. Alors directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie puis de Michel Mercier, tout deux gardes des Sceaux sous Nicolas Sarkozy, sa nomination à la tête du plus grand parquet de France en novembre 2011 a été perçue comme un maladroit « recasage » avant la défaite annoncée de 2012. La couleur politique de son ancien mentor, l'ancien procureur général près la cour de cassation, Jean-Louis Nadal, plutôt classé à gauche, n'y aura rien fait. Son ancienne fonction au cœur d'un gouvernement de droite lui a collé à l'hermine, comme une présomption de partialité.

*« François Molins est un homme de terrain. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne contourne pas les difficultés. » Céline Parisot (Union syndicale des magistrats)*

Mais sa gestion remarquée de l'affaire Merah, en mars 2012, suffira à éteindre la vindicte. Réputé partisan d'une ligne pénale très répressive, il ne fait pas moins l'unanimité autour de lui. Sa maîtrise suite à l'attaque de *Charlie Hebdo*, de l'Hyper Cacher ou des plus récents attentats de Paris l'a élevé selon ses compères au rang de « parquetier d'exception ». « C'est un procureur qui communique, ce qui n'est pas toujours le cas. Et il le fait de manière claire. Il donne une apparence d'honnêteté, de franchise dans sa communication. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne contourne pas les difficultés », appuie Céline Parisot, la secrétaire générale de l'Union syndicale des magistrats.

La chancellerie lui aurait déjà proposé la fonction de procureur général, qu'il aurait poliment repoussé. Un acte compréhensible selon Céline Parisot : « Etre procureur général, ce n'est pas la même fonction. On n'a plus les mains dans le cambouis. François Molins est un homme de terrain ». Contraint de quitter ses fonctions en 2018 en raison de règles statutaires, il est possible qu'il reconsidère la question.